

7 novembre 2005

DECLARATION COMMUNE DES INVESTISSEURS ET DES ANALYSTES FINANCIERS SUR LA LIBERTE D'EXPRESSION ET INTERNET

En tant qu'investisseurs et analystes financiers, nous reconnaissons l'impact de nos actions et de nos décisions sur les droits de l'homme. Nous convenons devoir utiliser les outils qui sont à notre disposition pour soutenir ces droits à travers le monde tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, y compris en matière de liberté d'opinion et d'expression, de liberté de réunion et d'association, et de sécurité des personnes.

L'essor d'Internet offre des opportunités considérables pour la création de richesses au niveau mondial. Les entreprises qui développent des services et des technologies dans ce domaine jouent un rôle important dans la construction de communautés transnationales et dans le partage des connaissances. Nous pensons que l'action des gouvernements qui censurent, surveillent, isolent et emprisonnent les usagers d'Internet met en péril les apports de ces nouvelles technologies. Nous croyons que de telles politiques font obstacle à l'essor du secteur d'Internet, qui repose sur un accès libre au Réseau.

Afin d'aider à promouvoir la liberté d'expression, nous, les soussignés :

- Réaffirmons que cette liberté d'expression est un droit universel que les entreprises ont le devoir de respecter, quel que soit le pays où elles exercent leur activité, et en particulier dans ceux connus pour violer de manière régulière les droits de l'homme.
- Réaffirmons que le secteur d'Internet a une responsabilité particulière dans ce domaine et notamment pour les raisons suivantes :
 - . Leur succès de ce secteur repose à long terme sur un large accès des populations à un Internet non censuré
 - . Des millions de personnes dépendent de ses produits et services pour accéder à l'information et notamment à l'actualité.
- Constatons que, comme l'indiquent de nombreuses sources fiables, de nombreux pays à travers le monde ne tolèrent pas la contestation, surveillent et contrôlent l'accès des citoyens à Internet, afin de réduire la liberté d'expression.
- Reconnaissons que certaines entreprises aident les autorités, dans les pays répressifs, à censurer et surveiller Internet, et que d'autres ferment les yeux sur l'usage qui est fait de leur équipement ou de leur technologie.
- Affirmons que le respect de la liberté d'expression est un facteur que nous prenons en compte dans l'évaluation des performances sociales d'une entreprise.

- Annonçons que nous allons surveiller l'activité des entreprises du secteur d'Internet dans les pays répressifs pour évaluer leur impact sur l'accès à l'information.
- Nous engageons à soutenir, lors des assemblées générales annuelles des entreprises, les propositions d'actionnaires favorables à la liberté d'expression ou à la promotion des principes de la présente déclaration.
- Appelons les entreprises du secteur d'Internet à adopter et rendre publics des codes d'éthique qui garantissent leur engagement pour la liberté d'expression et définissent leurs obligations pour la soutenir.
- Appelons les entreprises du secteur d'Internet à rendre publics ces codes d'éthique, afin que les investisseurs puissent évaluer la manière dont chaque entreprise intervient pour s'assurer que ses produits et services ne sont pas utilisés pour attenter aux droits de l'homme (notamment les produits et services permettant la censure d'Internet, la surveillance et l'identification des dissidents).

Signataires au 27 octobre 2005, représentant plus de 21 milliards de dollars US en actifs :

Boston Common Asset Management LLC (U.S.A)
 Domini Social Investments LLC (U.S.A)
 Trillium Asset Management (U.S.A)
 Walden Asset Management (U.S.A)
 Citizens Advisers, Inc. (U.S.A)
 Calvert Group, Ltd. (U.S.A)
 The Ethical Funds Company (Canada)
 Fondation Ethos (Switzerland)
 Conscious Investors Pty Ltd (Australia)
 Harrington Investments, Inc. (U.S.A)
 Joyce Moore Financial Services (U.S.A)
 NorthStar Asset Management, Inc. (U.S.A)
 KLD Research & Analytics, Inc. (U.S.A)
 Jantzi Research Inc. (Canada)
 CorpGov.net (U.S.A)
 As You Sow Foundation (U.S.A)
 MMA (U.S.A)
 Sisters of St. Francis of Philadelphia (U.S.A)
 Dominican Sisters of Springfield, IL (U.S.A)
 Sisters of Charity of St Vincent de Paul of New York (U.S.A)
 Maryknoll Fathers and Brothers (U.S.A)
 Dominican Sisters of Hope (U.S.A)
 Mercy Investment Program (U.S.A)
 Sisters of Mercy Regional Community of Detroit (U.S.A)
 Ursuline Sisters of Tildonk (U.S.A)